

Affaires courantes

public ou ne se présenterait pas aux audiences de l'immigration.

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Peter Milliken (Kingston et les Îles): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole pour présenter une pétition signée par de nombreux habitants de diverses localités, de Westmount, au Québec, de Gananoque, de Kingston et d'autres endroits en Ontario, comme Calabogie et Kitchener.

Les pétitionnaires s'opposent à ce qu'on impose sur les livres la taxe sur les produits et services qu'a établie l'ancien ministre des Finances, qui est présent maintenant et qui doit s'en repentir parce que ces pétitions ont été signées par des milliers de Canadiens dans tout le pays. Il y a une grande campagne d'opposition à cette taxe qu'il a fait adopter à la Chambre. J'espère que l'indignation qu'il a provoquée chez les Canadiens à propos de cette taxe sur les livres lui a donné à réfléchir maintenant qu'il a quitté ce poste. Je pense que le Canada est l'un des rares pays du monde libre qui taxe la lecture.

Les pétitionnaires demandent humblement à la Chambre d'abroger la taxe inique sur les produits et services qui frappe les livres, les journaux et les revues.

LE PROJET DE LOI C-91

M. Ray Funk (Prince-Albert—Churchill River): Madame la Présidente, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par plus de 600 personnes habitant des localités de ma circonscription comme Prince Albert, Shellbrook, Christopher Lake, Spruce Home et Weirdale.

Ces personnes apprécient les avantages qu'elles ont reçus de l'industrie des produits génériques telle que nous la connaissons. Elles se rendent compte que le projet de loi C-91 est une autre mesure législative exigée par l'Accord de libre-échange, et qu'il en coûtera plus de 500 millions aux Canadiens dans l'année à venir.

• (1550)

En conséquence, elles demandent au Parlement de ne pas adopter le projet de loi C-91 et d'abroger le projet de loi C-22, adopté en 1987, de sorte que les Canadiens puissent profiter pleinement des médicaments génériques, beaucoup moins chers, et que les régimes provinciaux et privés d'assurance-médicaments puissent conti-

nuer à servir la population sans augmentation des primes ou réduction des services.

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): Madame la Présidente, je présente aujourd'hui des pétitions concernant l'adoption du projet de loi C-91, modifiant la Loi sur les brevets.

Les pétitionnaires ont demandé que le gouvernement n'adopte pas ce projet de loi, qui vise à mettre fin à l'octroi de licences pour la fabrication d'autres médicaments génériques au Canada et qui autorise les fabricants de médicaments de marque à vendre leurs produits quasiment sans concurrence de la part des fabricants de médicaments génériques pendant des périodes allant jusqu'à 20 ans. Ils demandent que le gouvernement réexamine ce projet de loi et les coûts à long terme de son adoption.

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE NORD-AMÉRICAIN

M. Lyle Dean MacWilliam (Okanagan—Shuswap): J'ai une deuxième pétition, madame la Présidente.

Un certain nombre de pétitionnaires de la circonscription d'Okanagan—Shuswap s'inquiètent beaucoup du projet d'accord de libre-échange nord-américain, car il offrirait la possibilité d'exporter de l'eau par pipeline autre que ceux destinés aux produits énergétiques.

Ils demandent que le gouvernement réexamine et rejette l'article 1401 de l'Accord de libre-échange nord-américain et qu'il dissipe l'incertitude entourant les exportations d'eau en concluant une entente diplomatique conjointe, distincte et obligatoire indiquant qu'aucune disposition de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis ni du projet d'accord nord-américain ne vise les ressources en eau du Canada qui ne sont pas embouteillées.

LE PRIX DE L'ESSENCE

M. Mac Harb (Ottawa—Centre): Madame la Présidente, j'ai le plaisir de présenter à la Chambre une pétition signée par de nombreux résidents de la région de la capitale nationale.

Les signataires sont très contrariés par les prix exagérément élevés qu'ils doivent payer pour l'essence dans cette région, comparativement aux autres régions de l'Ontario. Ils demandent au gouvernement d'intervenir afin de corriger cette injustice.